La Parole à ...

Philippe GUILLAUME,

Président de la CCI de la Moselle

Focus de M. Guillaume sur l'actualité du projet A31 Bis.

Nous arrivons doucement vers la fin des réunions publiques.

Quel bilan en faites-vous ?

P. Guillaume : " Depuis le lancement du débat public le 15 avril dernier, il me semble que tous les Lorrains - acteurs publics, économiques, associatifs, citoyens... - ont eu la possibilité de s'informer de manière étendue sur le projet d'A31 Bis et de s'exprimer lors des réunions publiques ou en utilisant les supports de communication, notamment Internet, mis à leur disposition par la Commission du débat public. Tous les aspects essentiels de ce grand projet, vital pour la Lorraine, ont été présentés de manière transparente, claire et pédagogique : état des lieux des réseaux de transports, prévisions d'évolution des trafics routier, ferroviaire, fluvial, impact environnemental et social du projet, modalités de financement, et bien sûr développement économique... car les 69.000 entreprises lorraines sont évidemment particulièrement concernées. Dans un climat général empreint de bon sens et de détermination, je crois que le sentiment général qui a prédominé est celui de la prise en compte des enjeux attachés au projet et leur compréhension, le premier d'entre eux étant la nécessité de garantir la fluidité du trafic Nord-Sud, mais aussi de préserver la mobilité et la sécurité des Lorrains, déjà sérieusement mises à mal et qui pourraient être gravement compromises à moyen terme. J'ajoute que l'accessibilité optimale de nos zones d'activité économique est l'une des conditions majeures de la croissance des entreprises qui y sont implantées et de manière générale de la poursuite du développement de la Lorraine. Enfin, alors que nous allons constituer une grande région Alsace Lorraine Champagne Ardenne dès l'an prochain disposant, fait unique en France, de quatre frontières, comment imaginer laisser en l'état une infrastructure autoroutière aussi stratégique en Europe et pour l'Europe que l'eurocorridor Nord-Sud ? Je rappelle qu'en 2030 le Grand Duché de Luxembourg prévoit 30% de salariés supplémentaires, faisant mécaniquement augmenter le nombre de frontaliers lorrains ... "

" la CCI Lorraine dans son ensemble demande à l'État de prendre une décision favorable dès la fin de cette année - elle est là l'urgence d'agir ! "

Philippe GUILLAUME
Président de la CCI de la Moselle

D'après vous, quels rôles les hommes politiques locaux devraient-ils tenir pour faire aboutir ce projet ?

P. Guillaume: " Avec la fin du débat public dans quelques jours, s'achèvera la phase de concertation. S'enclenchera alors le temps de l'action - et de la décision - au mieux des intérêts économiques de la région et selon un modèle économique à inventer ensemble. Si nous n'agissons pas aujourd'hui, quelles que soient les échéances électorales à venir et par delà les étiquettes politiques, alors les prévisions alarmistes qui font état dès 2030 d'une saturation complète de notre réseau, deviendront hélas réalité. L'A31 est l'un des axes les plus fréquentés de France ! ... Il est de la responsabilité des acteurs politiques locaux et régionaux de se mobiliser et de convaincre ! Sans compter, pour parler d'un sujet qui me tient à cœur, que les ports de la Moselle (Frouard, Metz, Thionville-Illange) que les CCI développent actuellement, ne peuvent, avec les projets Europort ou Terra Lorraine, se contenter des infrastructures actuelles. Nos concitoyens ne comprendraient pas qu'après avoir été la dernière région à bénéficier du TGV, nous tergiversions devant cet enjeu majeur. "

Et qu'en est-il pour vous du rôle des chefs d'entreprise lorrains ?

P. Guillaume: " Les 69.000 chefs d'entreprise de Lorraine, vous savez, livrent chaque jour un véritable combat pour maintenir leurs marges, développer leur activité, embaucher... Ils le font avec énergie et courage. Nous, qui les représentons, n'avons pas le droit de faillir quand il s'agit de leur assurer les conditions de leur développement. Pour le transport de marchandises comme pour les déplacements métropolitains au sein du sillon Lorrain, là où précisément sont concentrés emplois, activités et centres de décision, le projet d'A31 Bis constitue un levier indispensable de notre avenir économique. C'est pourquoi, la CCI Lorraine dans son ensemble demande à l'état de prendre une décision favorable dès la fin de cette année - elle est là l'urgence d'agir ! - afin de tenir compte des délais incompressibles de procédure et de réalisation d'un tel investissement. Bien entendu, nous saurons nous mobiliser aux côtés des acteurs institutionnels, politiques pour faire avancer le projet au mieux des intérêts de la Lorraine, qu'il s'agisse des choix d'itinéraires à retenir in fine, et bien sûr, du financement de l'infrastructure, l'état des finances nationales et territoriales nécessitant la mise en place d'un modèle économique original, selon une clé de répartition public-privé réaliste, soutenable et responsable. à cet égard, toutes les possibilités de financement doivent être envisagées et aucune ne doit être exclue a priori : mise en place d'une écotaxe régionale, formules de péages adaptées aux motifs de circulation, financement européen exceptionnel... Toutes les sources de financement doivent être étudiées. "

Propos recueillis pour l'IPEAL, diffusés sur la newsletter du site internet **www.a31bis.fr**